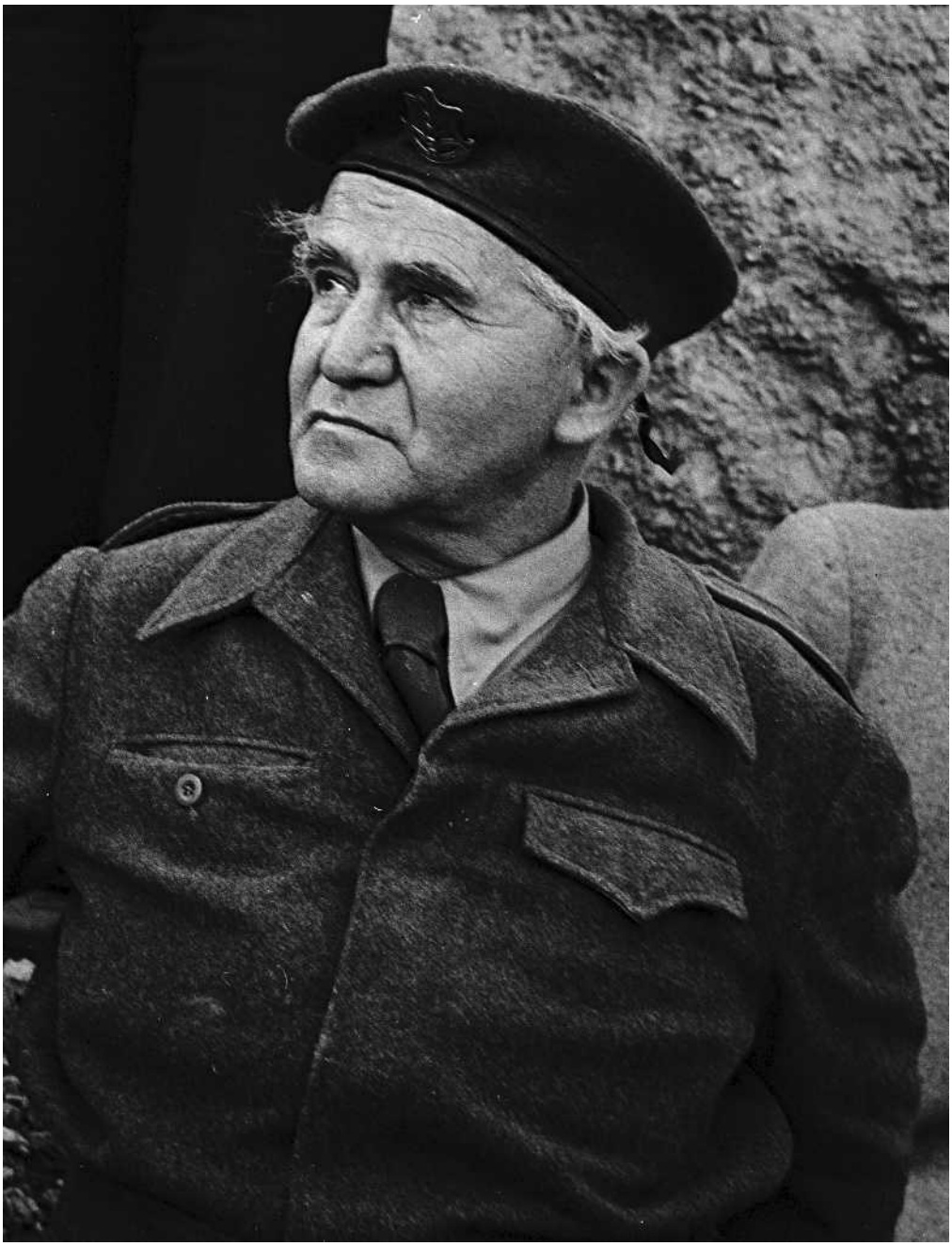
Extrait de la publication

Extrait de la publication

DAVID BEN-GURION

JOURNAL 1947-1948



Extrait de la publication

DAVID BEN GOURION
JOURNAL 1947-1948
Les secrets de la création de l'État d'Israël

Tuvia Friling et Denis Peschanski

Traduit de l'hébreu par Fabienne Bergmann

Éditions de la Martinière

Crédits photographiques

Document p. IV : © GPO / Getty.
Document p. VIII : © Dmitri Kessel / Time & Life Pictures / Getty.
Document p. XLII : © Merlyn Severn / Picture Post / Getty.
Document p. 0-1 : © Popperfoto /Getty.
Document p. 78-79 : © Frank Scherschel / Time & Life Pictures / Getty.
Document p. 362-363 : © AFP.
Document p. 536 : © Hulton archives / Getty.

Avec le soutien de la Fondation du judaïsme français et de la Fondation pour la mémoire de la Shoah.

© Les Éditions de la Martinière, 2012

ISBN 978-27324-5174-9
www.lamartinieregroupe.com

Extrait de la publication

SOMMAIRE

L'histoire d'une utopie réalisée, par Denis Peschanski IX
Ben Gourion, un leader hors normes, par Tuvia Friling XLIII
Présentation du journal LXVII

1. Dans la tourmente – 1937-1946 : sionisme ou Diaspora ? 1

2. Vers la déclaration d'indépendance – novembre 1947-mai 1948 79

3. L'État d'Israël dans la guerre – mai-juin 1948 363

4. Correspondance de Ben Gourion – 1918-1968 537

Annexes
Glossaire 580
Personnalités citées 583
Pour en savoir plus 603
Index des lieux 605
Index des noms 607

Extrait de la publication

Extrait de la publication

L'HISTOIRE D'UNE UTOPIE RÉALISÉE
par Denis Peschanski

Que le principal protagoniste de la création de l'État d'Israël, David Ben Gourion, ait accumulé au cours des années autant d'archives, qu'il ait tenu un journal privé mais politique pendant près de soixante-dix ans (ce qui a été conservé, soit soixante années, représente l'équivalent en français de cinquante mille pages !), qu'il ait pris soin de conserver non seulement les lettres qu'il recevait mais les doubles de celles qu'il envoyait, tout cela est bien riche d'enseignements. Ce n'est pas seulement une occasion exceptionnelle pour l'historien. Très tôt, bien avant l'extermination des Juifs d'Europe, Ben Gourion se considérait comme porteur d'un projet politique majeur, la création d'un État sioniste mais aussi socialiste en Palestine. Il s'agissait bien pour lui, comme pour les autres acteurs principaux de cette histoire, de construire un État pour redonner un territoire à la nation juive.

Si la proclamation de la naissance de l'État d'Israël est bien au cœur de l'édition ici proposée, la proclamation d'un État juif le 14 mai 1948 marque l'issue d'un processus qui remonte à la fin du XIXe siècle. Tout était écrit et rien n'était acquis. Et au bout du processus s'inscrivit la réalisation d'une utopie.

Extrait de la publication

« À Bâle, j'ai fondé l'État juif (…). D'ici cinq ans peut-être, cinquante ans sûrement, chacun le verra. » Nous sommes en 1897, au lendemain du premier congrès sioniste. Theodor Herzl, le « père spirituel » de l'État d'Israël, ne s'est pas trompé de beaucoup dans le pronostic qu'il confie à son journal intime. La force du sionisme tient sans doute dans cette combinaison entre une utopie messianique et un projet politique ancré dans la modernité. L'utopie messianique s'inscrit dans l'histoire longue du judaïsme, les revendications de Herzl et de ses camarades se référant à l'âge d'or où existait un État juif. En cette fin du XIXe et ce début du XXe siècle, il est moderne en ce qu'il s'inscrit à la fois dans le mouvement des nationalités et, pour une partie dominante de ses composantes (hors Herzl cependant), dans le mouvement ouvrier[1].

Une utopie dans son siècle

Si quelques intellectuels juifs prônaient déjà une forme de nationalisme juif, le changement de la politique russe est décisif, avec une vague de pogroms antisémites au printemps 1881 accompagnant un durcissement dramatique du régime tsariste, avec pas moins de cent cinquante lois promulguées dans la période. On sait que cette vague antisémite gagne à cette époque de nombreux pays d'Europe, dont la France avec l'affaire Dreyfus. Il est symptomatique que Leo Pinsker, médecin juif d'Odessa né en 1821, déjà convaincu qu'un foyer national juif s'imposait, ait écrit son manifeste *Auto-émancipation* en 1882, soit immédiatement après la première phase de

1. Sur cette thématique de la modernité, lire les travaux d'Alain Dieckhoff (« Pour en savoir plus »).

Extrait de la publication

pogroms. Pinsker crée ainsi des sociétés dans tout l'Empire russe, dites « Les Amants de Sion », qui poussent à l'émigration en Palestine. Alors même qu'Herzl est loin de placer sa vision sioniste dans une perspective démocratique, et encore moins sociale, d'autres s'essaient à une synthèse avec une vision de l'histoire et de la société influencée par le marxisme et/ou le socialisme utopique. Tel est le cas de Syrkin (connu aussi sous son nom hébraïsé de Ben Éliézer), qui pense que le prolétariat juif est victime d'une double oppression, nationale et sociale, et porte la lutte pour la libération nationale, apportant ainsi la libération sociale. Avec Ber Borochov et Aharon David Gordon, on se situe dans le même spectre idéologique, si ce n'est qu'il part de la réalité très rurale de la Palestine et prône une forme de collectivisme rural qu'on retrouvera, évidemment, dans les kibboutzim et les coopératives dont ils sont les inspirateurs avec Yossel Bossel et Yosef Bretz. Mais des penseurs juifs comme Doubnov ou des partis comme l'Union générale des travailleurs juifs (Bund) se refusent à la solution sioniste. Leur combat national et social se veut dans l'espace même où vivent alors les communautés juives.

C'est dans cette dizaine d'années cruciales qui enjambent le siècle, de 1896 à 1907, que sont créés la plupart des groupements nationalistes juifs. Mais si certains sont sionistes, comme l'Hapoel Hatzaïr, le Poalei Zion ou l'Organisation sioniste, d'autres s'inscrivent résolument dans l'espace diasporique comme, surtout, le Bund, principale force du prolétariat juif de Russie avant la révolution d'Octobre de 1917, et qui limite fortement l'emprise sioniste.

C'est donc contre les doctrines du Bund, mais également fortement marquées par les idées socialistes, que se succèdent les vagues d'émigration en Palestine. A posteriori, car la

Extrait de la publication

dimension religieuse est loin d'être toujours primordiale, on a parlé d'*aliya*, ou retour vers la Terre ancestrale. On distingue traditionnellement cinq *aliyot* jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. C'est très logiquement entre 1882 et 1903 que s'opère la première vague d'immigration en Palestine, consécutivement aux grands pogroms de Russie, mais on gardera à l'esprit que la Palestine, avec vingt-cinq mille arrivants, est une destination très minoritaire de l'émigration des Juifs, la plupart choisissant l'Europe ou les États-Unis. Cela restera d'ailleurs une constante jusqu'à l'indépendance d'Israël.

La deuxième vague d'immigration, entre 1904 et 1914, n'est pas beaucoup plus nombreuse quantitativement (quarante mille personnes), mais elle a une importance majeure puisque les grands leaders du mouvement travailliste, David Ben Gourion en tête, sont de ce voyage. Ils vont construire les bases du mouvement travailliste, sioniste-socialiste, avec la mise en place de partis ouvriers, et, bien sûr, de leur presse, de premières fermes collectives et d'organisations de défense.

Cette deuxième vague est renforcée par la troisième *aliya* qui, entre 1919 et 1923, voit à nouveau trente-cinq immigrants débarquer en Palestine. Ce sont pour beaucoup des jeunes très à gauche issus en particulier de la fameuse organisation de jeunesse Hashomer Hatzaïr. Ce sont eux et leurs « aînés » de la décennie précédente qui forment les structures syndicales et sociales majeures de ce qui n'est pas encore un État.

La quatrième *aliya* (1924-1928) est plus nombreuse (soixante-sept mille personnes) et singulière. Partis pour une majorité de Pologne pour fuir des mesures d'exclusion sociale les visant tout spécialement, ces Juifs sont issus de milieux

urbains, petits et moyens bourgeois, plus fortunés et très étrangers, pour la plupart, aux idéaux socialistes. À la différence de leurs prédécesseurs, ils s'établissent dans les villes, là où ils peuvent exercer leurs métiers, et développent ateliers et petites industries. Dans l'immédiat, cela suscitera une forme de boom économique, avant une grave crise liée à l'absence de marché local à hauteur de l'offre.

La radicalisation autoritaire et totalitaire en Europe entraîne un changement d'échelle : ce sont deux cent cinquante mille Juifs qui arrivent dans les années 1930, et encore cent mille jusqu'à la proclamation de l'indépendance en 1948. Mais gardons à l'esprit que l'on est très loin des chiffres d'émigration vers la France, l'Angleterre, la Belgique et les États-Unis. En outre, ces nouveaux venus arrivent dans un pays où les structures d'encadrement politique et social sont déjà bien en place, dans les mains des sionistes socialistes.

C'est en 1906 que David Ben Gourion est arrivé en Palestine. Il répond exactement à l'image que l'on se fait des membres de ce mouvement sioniste socialiste. Ben Gourion trouve un emploi de travailleur agricole et, politiquement, fait ses premières armes dans le Poalei Zion, un parti dont le nom (les « Ouvriers de Sion ») signe l'ancrage socialiste. Il est aussi journaliste et rédige nombre d'articles alors même qu'il a déjà commencé à écrire son journal intime. Il subit aussi la répression alors qu'il poursuit des études en Turquie. Il est obligé de partir pour l'Égypte, avant de séjourner trois ans aux États-Unis. De retour en Palestine, il prend la direction de la Histadrout, cette forme de syndicat qui, en fait, est au cœur du dispositif politique et social mis en place au lendemain de la guerre. C'est lui encore qui joue un rôle déterminant dans l'unification du mouvement sioniste socialiste,

Extrait de la publication

avec, en 1930, la création du Mapaï, fusion de partis ouvriers. Se tournant vers les structures internationales, Ben Gourion réussit, en 1935, à prendre la présidence de l'exécutif de l'Agence juive, à la fois instrument majeur de l'immigration au sein de la Diaspora et esquisse d'un gouvernement à venir. Voilà un itinéraire exceptionnel qui fait bien de lui l'acteur majeur de la construction du nouvel État. Avant même sa construction.

A-t-il sacrifié la dimension socialiste à la dimension nationale ? A-t-il considéré que primait le projet national, quitte à sacrifier l'engagement social, à court et surtout à moyen terme ? Le débat est encore actuel en Israël même, parmi les historiens[2]. Toujours est-il qu'il a rapidement considéré que l'État était un vecteur obligé. Cela vaut pour la conquête de l'indépendance, quand des structures para-étatiques et les relais politiques et sociaux sont mis en place, et aussi après la victoire, quand tout sera orienté vers le renforcement de l'État nouveau.

Les Britanniques en première ligne : amis ou ennemis ?

La Première Guerre mondiale a des conséquences majeures pour le Proche- et le Moyen-Orient. La France et surtout le Royaume-Uni se partagent les dépouilles de l'Empire ottoman, tandis que les États-Unis, les vrais vainqueurs de la guerre de 14, sont bientôt bridés par un retournement isolationniste après l'ouverture wilsonnienne. On voit combien il est impossible d'appréhender la question sioniste sans prendre en compte aussi les grandes puissances, les relations internationales et, bien sûr, les politiques arabes.

2. Voir le débat assez virulent entre Zeev Sternhell et Anita Shapira.

Extrait de la publication

En 1922, les Britanniques, présents sur place depuis cinq ans, obtiennent de la SDN le mandat sur la Palestine. C'est une étape décisive pour le projet sioniste. On se méfiera là encore de tout anachronisme : de même qu'on ne peut réduire la création de l'État d'Israël aux conséquences de la Shoah, de même on ne peut ramener la politique britannique aux seules années qui précèdent cette création. Les Britanniques n'ont pas toujours privilégié la politique arabe, même s'ils ont déjà mis en place le Haut Conseil Musulman.

Cela commence quelques années plus tôt par la fameuse déclaration Balfour. Elle a été négociée en étroite relation avec Chaïm Weizmann, l'autre grand leader sioniste, le premier président du futur État d'Israël, président de l'Organisation sioniste mondiale. Par la voix de lord Balfour, alors ministre des Affaires étrangères, le gouvernement britannique se prononce officiellement le 2 novembre 1917 pour un foyer national juif en Palestine : « Le Gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut politiques dont les Juifs disposent dans tout autre pays. »

Cette déclaration, décisive, est le résultat d'une combinaison, comme souvent, entre une conviction politique forte, celle de Balfour en particulier, et un calcul politique. Après la première révolution russe, en avril 1917, le Foreign Office a une obsession : empêcher les Russes de céder aux sirènes du pacifisme et de déserter le champ de bataille. Et, comme le dit l'ambassadeur de Grande-Bretagne alors questionné par sa

Extrait de la publication

hiérarchie, en affichant une politique favorable au projet sioniste, le gouvernement britannique peut espérer détourner les ouvriers juifs du bolchevisme[3]. De fait, avec la double protection de la déclaration Balfour et du mandat britannique, les militants sionistes, et, singulièrement, on le verra, les sionistes socialistes, profitent longtemps d'un cadre protecteur, car c'est de l'Angleterre que dépendent la poursuite d'une immigration vitale pour le projet sioniste et la possibilité d'acheter des terres. Mais, au fur et à mesure de la montée en puissance du nazisme après l'accession au pouvoir d'Hitler en Allemagne en 1933, de perspectives de guerre toujours plus menaçantes et de révoltes arabes en Palestine, en 1929 puis entre 1936 et 1939, la diplomatie britannique réoriente ses priorités stratégiques sur le dos des sionistes.

Ce n'est pas encore clair avec la commission Peel de 1936-1937, qui conclut à la création d'un État arabe et d'un État juif, restreints au demeurant. Mais le changement s'affiche clairement avec le troisième Livre blanc présentant en 1939 les vues britanniques sur l'avenir de la Palestine. Avant même cela, le cabinet britannique arrive à la conclusion que « les difficultés politiques, administratives et financières soulevées par la proposition de création, à l'intérieur de la Palestine, d'un État arabe et d'un État juif indépendant, sont si considérables que cette solution du problème est irréalisable[4] ». Coïncidence, c'est au même moment, les 9 et 10 novembre 1938, que l'Allemagne connaît sa Nuit de cristal, au cours de laquelle des magasins et des synagogues sont rava-

3. Lire Henry Laurens, *La Question de Palestine, t. II, 1922-1947. Une mission sacrée de civilisation*, Paris, Fayard, 2002 et Laurent Rucker, *Staline, Israël et les Juifs*, Paris, PUF, 2001.
4. Déclaration du cabinet britannique du 9 novembre 1938, citée par Henry Laurens, *La Question de la Palestine*, *op. cit.*, p. 415.

gés par les nazis dans tout le pays. Le gouvernement britannique refuse ensuite l'immigration de dix mille enfants juifs d'Allemagne, comme le demandent les sionistes. Une réorientation est clairement inscrite dans le Livre blanc avec d'importantes restrictions sur les deux questions clés que sont l'immigration et la cession aux Juifs de terres détenues par les Arabes. Il est clairement affiché qu'il s'agit, désormais, de renforcer en priorité les institutions palestiniennes arabes. Pour Ben Gourion, c'est le point de rupture.

Les sionistes sont en outre menacés par la naissance et par la croissance du sentiment national palestinien. Dans toute la période, le porte-parole et le leader du nouveau nationalisme palestinien est le grand mufti de Jérusalem, Hadj Amin al-Husseini. Son action participe alors de l'islamisation et de la radicalisation du mouvement. On ne peut non plus, bien sûr, faire l'impasse sur les États arabes environnants, qu'ils soient totalement ou partiellement indépendants. La chance des sionistes tient dans les divergences entre leurs adversaires, au-delà de l'accord de façade.

Qu'il soit vu comme un danger potentiel, un instrument utile ou le vecteur d'un vrai choix politique, le nationalisme palestinien arabe est un enfant du sionisme. Chaque nouvelle avancée des Juifs en Palestine renforce un sentiment identitaire concurrent qui ne lui préexistait pas. Chaque affirmation institutionnelle spécifique est exploitée par le grand mufti de Jérusalem et accompagnée, souvent, par un vaste mouvement de grève, voire des émeutes qui tournent aux pogroms. Or ces avancées et ces affirmations sont décisives dans l'entre-deux-guerres. Il s'agit avant tout de mettre sur pied dans le *yishouv*, la communauté juive de Palestine, les éléments d'un proto-État.

Extrait de la publication

Ceux-ci sont mis en place par les militants de la deuxième et de la troisième immigration.

Les années de l'immédiat après-Première Guerre mondiale sont décisives. Entre 1920 et 1922, l'essentiel des institutions politiques et sociales se met en place. Tel est le cas des structures proto-étatiques : les électeurs élisent des représentants à une assemblée élue (Knesset Israël), qui désigne un conseil national permanent (Havaad Haleumi), tandis qu'un exécutif sioniste s'affirme officiellement au sein de l'Organisation sioniste mondiale. Dans la suite de la définition du mandat, l'Agence juive est l'interlocuteur officiel des autorités mandataires britanniques pour la mise en place du « foyer national juif » tel qu'il a été annoncé dans la déclaration Balfour. Le rôle de l'Agence juive ne cesse de croître entre les deux guerres, surtout après la nomination à sa présidence de Ben Gourion en 1935.

Il dirigeait jusque-là la Histadrout, pilier central de l'encadrement social. Créée en 1920, la Fédération générale des travailleurs de Terre d'Israël est d'abord un grand syndicat unique, mais ses fonctions et son action vont bien au-delà et en font un vecteur majeur de la construction nationale juive. Elle gère déjà l'assurance maladie de la plupart des immigrants, elle est l'intermédiaire quasi obligé pour l'obtention de logements. La Fédération a la main, en aval, sur les coopératives de distribution et de consommation via la société des travailleurs (Hevrat Haovdim) et, en amont, elle est étroitement associée aux implantations agricoles collectives et coopératives agricoles (*kibboutzim* et *moshavim*). On ajoutera un grand nombre d'entreprises, une banque, des journaux et une grande activité culturelle, et l'on mesure le rôle central de ce qui est bien plus qu'un syndicat dans la construction du futur État d'Israël.

Extrait de la publication

Se rattachant sans doute davantage à la famille politique du socialisme utopique qu'au marxisme de stricte obédience (bien que très représenté, cependant), ces structures proto-étatiques donnent une singularité exceptionnelle au futur État d'Israël, qui restera de mise bien longtemps après la proclamation de l'indépendance en 1948. Cela passe, bien sûr, par des relais politiques. Sans surprise, le sionisme politique impose sa mainmise idéologique dès la deuxième *aliya,* avant la guerre de 1914, qui trouve sa traduction politique dès l'après-guerre. Pour mesurer le poids de cette mouvance politique, rappelons qu'il faudra attendre 1977 pour voir s'inverser le rapport de forces ! Pour autant, le pluralisme politique est bien de mise dans une perspective démocratique. Les principaux opposants à Ben Gourion et aux sionistes socialistes sont Vladimir Zeev Jabotinsky et ses « sionistes révisionnistes ». L'engagement à droite de Jabotinsky est revendiqué, et ce polémiste et essayiste sioniste fait grand bruit quand, en 1927, il publie un article intitulé « Nous, les bourgeois ». L'opposition va très loin puisque Jabotinsky fait scission pour créer la Nouvelle Organisation sioniste, l'année même où Ben Gourion prend la tête de l'Agence juive. Il prend également sous son giron une dissidence de la Hagana, cette organisation armée clandestine née dans la mouvance de la Histadrout, toujours elle. Il s'agit de l'Irgoun, groupe dirigé par David Raziel, puis en 1943 par Menahem Begin, celui-là même qui mettra fin à l'hégémonie travailliste en 1977. On aura l'occasion de voir combien la stratégie militaire et de terreur développée par l'Irgoun suscitera des tensions avec les Britanniques, bien sûr, mais aussi avec la Hagana.

Pour autant, leur influence reste secondaire. La conception de la liberté d'entreprise que défend Jabotinsky est bien loin du modèle prôné par Ben Gourion comme ce dernier lui

écrit en 1935 dans une lettre que nous publions (voir *infra*) : « Le sionisme socialiste est un sionisme qui épuise pleinement tout contenu historique de la vision hébraïque de rédemption. Et l'"esprit de classe" des ouvriers n'est pas du tout une affaire de classe, mais une négation de l'esprit de classe, une négation des oppositions de classe, des privilèges de classe. L'aspiration déterminée des travailleurs et de tous les sionistes pour qui la nationalité prime la classe est celle d'un peuple juif uni, libre et égal en droit, qui ne connaîtrait ni contradictions ni différences de classe, mais une égalité économique et sociale comme cela convient à un peuple vraiment libre. »

Dans le même temps se bâtit un grand récit national pour porter le dessein politique. Il se construit tel un mythe fondateur autour de quelques sentences sur les immigrants des premiers moments : ils étaient tous des pionniers, privilégiaient le travail manuel, voulaient accomplir la rédemption de la terre, croyaient en une forme d'ascétisme, ne prenaient les armes que pour se défendre, voulaient construire une société socialiste et étaient des laïcs convaincus[5]. Notre objet n'est pas ici de valider ou non ces affirmations, mais de montrer comment, très vite, s'est construite une image cohérente, globale et structurante.

Toute société a besoin de héros qui viennent étayer le grand récit national. Jusqu'à la proclamation de l'indépendance principalement, tel est le cas de Trumpeldor.

Cela se passe en Galilée en mars 1920. Avec quelques camarades, Yosef Trumpeldor a établi deux ans plus tôt une implantation à Tel Haï, forme d'avant-poste pour protéger les terres juives de cette région frontière du Liban et de la Syrie.

5. Nous nous inspirons de l'analyse lumineuse d'Ilan Greilsammer, *La Nouvelle Histoire d'Israël. Essai sur une identité nationale*, Paris, Gallimard, 1998.

RÉALISATION : NORD COMPO MULTIMÉDIA À VILLENEUVE-D'ASCQ
IMPRESSION : NORMANDIE ROTO IMPRESSION S.A.S. À LONRAI
DÉPÔT LÉGAL : FÉVRIER 2012. N° 102766 ( )
IMPRIMÉ EN FRANCE

Extrait de la publication

Extrait de la publication